



## L'Internationale socialiste des Femmes

CSW64 / BEIJING+25 (2020)  
NATIONS UNIES, NEW YORK, DU 9 AU 20 MARS 2020

**DÉFIS À RELEVER POUR PARVENIR À L'ÉGALITÉ  
DES SEXES, À LA DÉMOCRATIE SOCIALE ET À UNE  
PARTICIPATION POLITIQUE ÉGALE ENTRE HOMMES  
ET FEMMES À L'ÉCHELLE MONDIALE D'ICI 2030**

INTERNATIONALE SOCIALISTE DES FEMMES  
VISION POUR BEIJING+25 (2020)



CSW64 / BEIJING+25 (2020)  
NATIONS UNIES, NEW YORK, DU 9 AU 20 MARS 2020

**DÉFIS À RELEVER POUR PARVENIR À L'ÉGALITÉ  
DES SEXES, À LA DÉMOCRATIE SOCIALE ET À UNE  
PARTICIPATION POLITIQUE ÉGALE ENTRE HOMMES  
ET FEMMES À L'ÉCHELLE MONDIALE D'ICI 2030**

INTERNATIONALE SOCIALISTE DES FEMMES  
VISION POUR BEIJING+25 (2020)

Beijing+25 marque le 25<sup>ème</sup> anniversaire de la présentation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (BPA-1995) lors de la 4<sup>ème</sup> conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing, en Chine. Lesdits déclaration et programme ont été adoptés par 189 gouvernements, représentant un tournant capital pour la communauté mondiale du mouvement pour les droits des femmes, dont l'influence a continué de croître au fil des années et qui, sans relâche, met en lumière et pousse à l'action dans les problématiques majeures qui touchent les femmes et les filles de notre époque. Ce puissant mouvement sème également les graines de changements durables au niveau de l'égalité des sexes pour les futures générations de femmes et de filles, ce qui bénéficie l'ensemble de nos communautés et de nos nations. L'Internationale socialiste des Femmes rend un hommage chaleureux aux efforts tenaces et constants des millions de femmes et d'hommes qui restent déterminés à mettre en place les vastes principes et cadres clés d'égalité des sexes décrits dans le BPA-1995. Ces recommandations fondamentales touchent tous les domaines de la vie privée, publique et politique des femmes, y compris l'accès à un enseignement et des soins de santé de qualité, la protection contre les violences et l'exploitation à l'égard des femmes, ainsi que la possibilité de participer pleinement aux processus politiques dans le cadre des prises de décisions concernant leurs corps, leurs environnements et leurs moyens de subsistance. Le BPA-1995 demeure un schéma puissant pour la création de l'égalité des sexes et le soutien d'une culture mondiale qui respecte, nourrit et encourage le fait de placer les femmes et les filles sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons.

D'immenses progrès ont indéniablement été réalisés dans certaines régions et sur plusieurs problématiques spécifiques, telles que l'augmentation continue des niveaux d'enseignement primaire pour les filles et un nombre plus élevé de pays qui ont interdit les violences domestiques et le viol dans le mariage. Toutefois, le taux d'évolution vers une égalité des sexes plus importante dans les sociétés demeure malheureusement irrégulier à travers le monde. Tandis que certaines régions n'ont fait que des progrès très minimes sur les problématiques liées à l'égalité des sexes au cours des 25 dernières années, d'autres présentent des signes inquiétants de régression vers des attitudes encourageant de manière choquante l'inégalité des sexes et la misogynie. Dans la majorité des cas, le taux d'évolution n'a tout simplement pas été suffisamment prononcé ou rapide ; il est donc du devoir des gouvernements et des communautés de prendre de nombreuses mesures dès que possible pour concrétiser l'agenda sur l'égalité des sexes. Les chiffres du dernier rapport sur l'inégalité des sexes produit par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) atteste du manque d'action d'envergure à l'échelle mondiale. Celui-ci démontre en effet qu'il existe encore à l'heure actuelle des écarts importants pour parvenir à une égalité des sexes d'ici 2030, et témoigne du fait que le besoin d'accélérer les actions urgentes et radicales pour mettre en place les mesures pour l'égalité des sexes demeure une préoccupation majeure. Dans l'ensemble, 25 ans après le BPA-1995, il existe plusieurs défis majeurs qui n'ont toujours pas été résolus au niveau mondial et qui freinent énormément les progrès en matière d'égalité des sexes. Ceux-ci incluent la pandémie continue de la violence contre les femmes, l'écart salarial entre hommes et femmes, avec la majorité des femmes à travers le monde gagnant toujours bien moins que les hommes (au vu du taux actuel d'évolution, la parité hommes-femmes au niveau des salaires ne sera atteinte qu'en 2086<sup>2</sup>) et les nombres encore très bas de femmes qui occupent des positions gouvernementales à travers le monde, ou qui bénéficient de parité hommes-femmes parmi leurs représentants gouvernementaux. En l'absence d'action immédiate pour résoudre ces problématiques, l'atteinte de l'ensemble des objectifs de développement durable (ODD) est compromise et l'égalité des sexes au niveau mondial ne sera pas atteinte d'ici 2030. En réalité, les femmes et les filles resteront des citoyennes de deuxième classe sans possibilité d'épanouissement et de bien-être personnels ou d'accès à un enseignement complet et un salaire décent. Elles ne pourront pas devenir indépendantes sur les plans personnel et financier ou se libérer de la

violence. L'absence de l'énergie et de l'effet modérateur des femmes a un impact très négatif sur la communauté globale au sens social, intellectuel et économique, et contribue à la fragilité de la paix au sein des nations et entre celles-ci, résultant en une perte inestimable pour nous tous.

L'un des plus grands défis qui touche l'égalité des sexes et plus particulièrement les attitudes envers les femmes est l'immense impact des évolutions technologiques au cours des 25 dernières années, principalement avec Internet et les réseaux sociaux. Facebook, le géant des réseaux sociaux, n'a été créé qu'en 2004, YouTube en 2005 et Twitter en 2006, et pourtant le degré sans précédent de l'influence des utilisateurs sur des applications comme celles-ci et leur impact sur les opinions et les actions des communautés et des nations ont été considérables.

Une fois de plus, on délaisse les femmes à travers le monde, où le nombre de femmes qui possèdent un téléphone portable est de 184 millions inférieur à celui des hommes et où 1,2 milliards de femmes n'utilisent pas l'Internet mobile et n'ont par conséquent pas accès aux nombreux avantages que cela représente.<sup>1</sup> Parmi ces femmes, nombreuses sont celles qui vivent dans des zones rurales isolées et qui n'ont aucun accès à tout ce qui est discuté et partagé en ligne. Elles passent à côté d'opportunités d'apprentissage et de soutien social, d'initiatives telles que la microfinance et n'ont ni poids ni influence sur les décisions qui les touchent directement. Ce facteur à lui seul les place dans une position désavantageuse et augmente leur vulnérabilité et leur isolement.

Pour les femmes qui y ont accès, Internet présente un avantage mitigé, avec des aspects positifs aussi bien que négatifs que les gouvernements et les communautés ont du mal à comprendre ou contrôler dans leur intégralité. Le problème est que, bien qu'Internet et les réseaux sociaux aient encouragé des points positifs tels que la solidarité au-delà des frontières, la cohésion sociale et le partage de connaissances et de soutien, ils ont également permis le partage et le soutien d'opinions, d'informations et de comportements perturbateurs et incroyablement racistes et misogynes. Il n'y a aucun doute sur le fait que le partage de contenu visant à rabaisser et vilipender les femmes présente un terrain fertile aux opinions populistes subversives contre celles-ci et un défi de taille pour la promotion de l'égalité des sexes.

Les secteurs des médias et de la radiodiffusion en général ont depuis longtemps énormément souffert de préjugés sexistes, mais avec la montée en puissance d'Internet et des technologies de réseaux sociaux, accessibles à toute personne qui bénéficie d'une connexion Internet et leur permettant d'accéder à ces problématiques, ces dernières échappent désormais au contrôle de toute entreprise ou organisation. Malheureusement, il s'agit d'un territoire encore inconnu pour nous tous ; personne n'a acquis suffisamment d'expérience pour nous guider dans ce domaine. C'est peut-être pourquoi les politiques et les législations n'ont jusqu'à présent pas réussi à faire face aux atteintes flagrantes aux droits humains qui se déroulent quotidiennement. La problématique a revêtu une ampleur tellement importante que nous nous trouvons à présent à un tournant décisif dans notre évolution mondiale. Nous devons décider ensemble de la meilleure manière de procéder pour assurer que l'usage de ces technologies nous est bénéfique. Il est par conséquent primordial que les droits humains, ainsi que les inquiétudes et les besoins des femmes et des filles soient pleinement exprimés et entendus depuis le tout début pour assurer leur intégration ferme dans les formulations, les intentions et la mise en place de solutions. La participation des femmes est critique lors des discussions sur la manière d'assurer que le monde virtuel en ligne reflète les principes justes, inclusifs et d'égalité des sexes tels que décrits dans le BPA-1995, et qu'il respecte les ODD ainsi que la réalisation de l'égalité des sexes à l'échelle mondiale d'ici 2030.

**La vision de l'ISF est de rendre les NTIC et Internet accessibles à toutes les femmes et à tous les hommes de manière égale. L'ISF est convaincue qu'une société mondiale dont l'ensemble des citoyens ont accès à l'enseignement, aux informations, au soutien et à la possibilité de participer aux prises de décision depuis leurs foyers, ou en travaillant dans un champ si nécessaire, est un objectif réalisable. Dans cette vision, tous les aspects de la société (y compris les nombreuses fonctionnalités des activités en ligne qui forment une partie intégrante de la réalité et de l'expérience de vie de millions de personnes dès leur plus jeune âge) reflètent et soutiennent une culture mondiale de démocratie sociale inclusive qui respecte les femmes et les hommes de manière égale et honore les droits humains et la dignité de tous les citoyens.**

Pour de nombreuses femmes, l'impact d'attitudes humiliantes concernant la valeur des femmes et leur statut au sein de la société commence dans la hiérarchie familiale et se poursuit tout au long de leurs vies. Toutefois, la structure des cellules familiales et le rôle joué par les femmes sont en train d'évoluer rapidement. Ces évolutions sont une réaction aux changements survenus dans le reste du monde, tels que le départ des hommes de la famille pour trouver du travail ailleurs, l'augmentation des tâches liées à la prestation de soins envers des membres de la famille élargie et une augmentation des familles monoparentales, dans lesquelles l'unique soutien de famille est une femme. Cela se traduit par une augmentation des responsabilités pour de nombreuses femmes, mais sans le soutien et les ressources nécessaires à celles-ci.

Malheureusement, les femmes de moins de 40 ans, plus susceptibles d'avoir des enfants à charge, sont également plus susceptibles de gagner moins d'argent que les hommes. Les derniers chiffres disponibles indiquent une différence estimée à 4,4 millions de plus de femmes que d'hommes qui survivent avec moins de 1,90 US\$ par jour.<sup>2</sup> La combinaison de facteurs tels que l'écart salarial continu, la ségrégation professionnelle, le manque de temps dont bénéficient les femmes, ainsi que les inégalités au niveau de l'accès à des soins de santé, de l'enseignement et des allocations en espèces de qualité, continue de créer des familles appauvries dans lesquelles les femmes, leurs enfants et leurs familles élargies sont incapables de subvenir à leurs besoins. Cette perpétuation de générations de femmes et d'enfants appauvris est totalement inacceptable et contribue à créer des communautés marginales et instables, ainsi qu'à rappeler de manière brutale la continuité des inégalités des sexes à l'échelle mondiale et les inégalités flagrantes dans la répartition des richesses.

**La vision de l'ISF est de voir les principes de démocratie sociale de richesse partagée, de responsabilité et de soutien partagés pour tous les membres de la société, y compris les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, avoir la priorité dans l'ensemble des agendas politiques afin d'influencer fortement les décisions en matière économique et budgétaire qui créent et maintiennent des sociétés justes et équitables dans lesquelles tous les citoyens sont sur un pied d'égalité.**

Les perturbations et la souffrance occasionnées par les conflits et les guerres ont mené 70,8 millions de personnes à être déplacées de force aux quatre coins du monde.<sup>3</sup> Les femmes et les enfants sont les groupes les plus vulnérables lors d'exodes en masse et sont plus susceptibles d'être victimes de violences, de famines et de maladies. On note une généralisation des violations des droits humains envers les femmes, pour lesquelles un manque d'hygiène de base et d'installations sanitaires signifient une perte de dignité personnelle, tandis qu'un manque de soins de maternité augmente les taux de mortalité pour les femmes comme pour les bébés. Il est impératif que ces

groupes les plus vulnérables passent en priorité et que le financement des initiatives humanitaires se poursuive et augmente.

L'impact du changement climatique et de sa capacité à détruire des maisons, des moyens de subsistance et des sources de nourriture est en train de devenir une problématique de plus en plus urgente. Les femmes et les enfants, en particulier dans les communautés rurales, n'ont souvent aucun accès aux moyens de transport et sont moins susceptibles de pouvoir accéder à des systèmes d'alerte précoce, tels que les alertes par SMS envoyées sur téléphone portable, ce qui les rend particulièrement vulnérables en cas de catastrophe. Il est crucial que les projets de déplacement potentiel des groupes et des communautés vulnérables passent au premier plan.

**La vision de l'ISF est que les besoins des groupes extrêmement vulnérables qui sont déplacés en raison d'événements liés à des conflits, des guerres ou le changement climatique, aient la priorité dans les discussions et les actions au sein de la communauté mondiale. L'ISF est convaincue qu'il est crucial d'assurer un financement et des ressources d'aide humanitaire suffisants et prêts à être déployés pour atteindre ceux qui en ont besoin, en particulier les femmes et les enfants qui sont systématiquement les plus atteints lors de ces incidents.**

Au cœur de la philosophie de l'ISF se place la croyance ferme que la participation significative des femmes dans la vie politique est l'élément clé pour parvenir à des changements durables en matière d'égalité des sexes. Le déséquilibre du pouvoir dans les sphères politiques, qui avantagent fortement les hommes, existe depuis bien trop longtemps. Les femmes ont prouvé à de maintes reprises leur immense valeur en tant que participants égaux au sein de communautés à chaque fois qu'elles ont eu l'occasion de le faire. La pleine participation des femmes aux prises de décisions politiques est cruciale pour réaliser l'intégralité des ODD et assurer la durabilité et la coexistence pacifique de tous nos citoyens.

**La vision de l'ISF est que les femmes et les hommes gouvernent leurs communautés et leurs nations ensemble dans un partenariat égal, pour le bienfait de tous les citoyens. Pour ce faire, l'ISF reste fermement engagée envers la pleine participation des femmes au sein de tous les processus politiques et de prise de décision, y compris la parité hommes-femmes parmi les membres des principaux groupes gouvernementaux et communautaires.**

À l'appui de la lutte pour l'égalité des sexes, l'ISF accueille chaleureusement l'initiative de l'ONU intitulée « Génération Égalité : Pour les droits des femmes et un futur égalitaire », qui exige la mise en place des droits des femmes concernant « la parité salariale, le partage égal des soins non rémunérés et du travail domestique, la fin du harcèlement sexuel et de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, les services de soins de santé qui répondent à leurs besoins, ainsi que leur participation égale à la vie politique et à la prise de décisions dans tous les domaines de la vie ». L'ISF reste engagée à soutenir avec ferveur toutes les initiatives qui s'alignent sur les objectifs d'égalité des sexes.

Avec seulement dix années jusqu'à 2030, il est à présent plus important que jamais pour tous les membres de l'Internationale Socialiste (IS), les groupes de femmes, ONG et gouvernements qui lui sont affiliés, d'insister pour que les changements nécessaires à une égalité des sexes durable au

sein de tous les niveaux de la société soient mis en place dès que possible. La montée en puissance des politiques populistes s'est avérée un coup terrible pour le mouvement des femmes, mais si nous travaillons ensemble dans un esprit de solidarité, nous pouvons l'utiliser pour renforcer notre détermination et lancer un appel à l'action puissant afin de relancer l'engagement envers la lutte pour des changements concrets en matière d'égalité des sexes qui auront un impact positif sur la vie des femmes d'ici 2030.

L'ISF demande à tous les gouvernements, les partis membres de l'IS, l'ONU, les structures d'État et les ONG de prendre des mesures immédiates pour accélérer le taux d'évolution en matière d'égalité des sexes dans leurs régions et nations en mettant en place les actions et recommandations décrites dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. L'ISF encourage également à soutenir les objectifs de développement durable de l'ONU, en mettant particulièrement l'accent sur la nécessité de prendre des mesures immédiates sur des problématiques cruciales en :

- Donnant la priorité aux actions visant à faciliter la participation politique des femmes aux niveaux local et national ;
- Mettant à l'œuvre les principes du BPA-1995 dans le cadre des activités et des programmes des partis politiques, y compris la réalisation de la parité hommes-femmes parmi les membres du gouvernement et la priorisation des problématiques d'égalité des sexes dans les manifestes et les discours ;
- Contestant l'inaction et en exigeant une progression dans les problématiques critiques d'égalité des sexes, telles que les services de garde d'enfants, l'accès aux NTIC, la mise à disposition adéquate de services de soins de santé et la légalisation de la protection contre le harcèlement sexuel et les violences domestiques ;
- Initiant une discussion constructive sur l'agenda du BPA-1995 et les principes de démocratie sociale de partage des connaissances, responsabilité sociale, égalité des sexes et inclusion à tous les niveaux de la société ;
- Encourageant la prise de responsabilité des secteurs des médias et des réseaux sociaux pour contrecarrer les attitudes humiliantes envers les femmes et en encourageant l'égalité des sexes pour assurer la sécurité des femmes et des filles ;
- Insistant que les objectifs de développement durable des Nations Unies soient intégrés dans tous les programmes politiques et législations locaux et nationaux, en mettant particulièrement l'accent sur le 5<sup>ème</sup> objectif : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

L'ISF réitère sa recommandation de se concentrer sur les quatre priorités concernant l'émancipation des femmes qui sont mentionnées dans sa publication intitulée : « Vision pour Beijing+20 », à savoir :

1. L'égalité : Ce n'est pas une utopie mais une condition nécessaire pour toute société juste et égale.
2. La participation des femmes dans la prise de décision politique : Ceci est une condition nécessaire à toute société démocratique.
3. La promotion d'une culture de démocratie, de respect des droits, y compris ceux des femmes, et de tolérance : les fondements nécessaires pour mieux vivre ensemble.

4. La répartition équitable des revenus et des ressources entre les nations et entre les hommes et les femmes, afin de surmonter les inégalités mondiales, régionales et locales et de lutter contre les conflits, qui sont généralement de nature économique.

<sup>1</sup> [www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/04/GSMA\\_The\\_Mobile\\_Gender\\_Gap\\_Report\\_2018\\_32pp\\_WEBv7.pdf](http://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/04/GSMA_The_Mobile_Gender_Gap_Report_2018_32pp_WEBv7.pdf) page 5

<sup>2</sup> [www.unwomen.org/en/digital-library/multimedia/2018/7/infographic-why-gender-equality-matters-to-achieving-all-17-sdgs](http://www.unwomen.org/en/digital-library/multimedia/2018/7/infographic-why-gender-equality-matters-to-achieving-all-17-sdgs)

<sup>3</sup> [www.unhcr.org/uk/figures-at-a-glance.html](http://www.unhcr.org/uk/figures-at-a-glance.html)